

UNE VISION COHÉRENTE, DES ACTIONS DURABLES

Notre *Rapport sur le développement durable 2020* témoigne éloquentement de notre vision du développement durable, qui va bien au-delà de la seule question de l'environnement. Entre autres, nous cherchons à faire participer nos parties prenantes à nos décisions. Nous visons également à contribuer à l'enrichissement du Québec et au maintien d'une économie à faible empreinte carbone. Le rapport fait écho à notre *Plan de développement durable 2020-2024*, en vigueur depuis janvier 2020. Ce plan s'articule autour de douze stratégies regroupées sous trois axes d'intervention : gouvernance, communauté et environnement. Le présent **Bulletin trimestriel**, qui fait suite aux deux documents mentionnés ci-dessus, présente un message de Sophie Brochu, quatre initiatives qui reflètent notre volonté d'agir en tant que catalyseur d'actions durables ainsi que les résultats financiers du premier trimestre de 2021.



RÉALISER ENSEMBLE NOTRE RÊVE



Sophie Brochu
Présidente-directrice générale

Dans un contexte encore marqué par une situation sanitaire difficile, Hydro-Québec a affiché au premier trimestre des résultats financiers encourageants. Notre bénéfice net s'élevé à 1 641 M\$, comparativement aux 1 525 M\$ enregistrés à la même période l'an dernier. Au Québec, les ventes d'électricité ont progressé de 17 M\$ pour s'établir à 3 843 M\$, contre 3 826 M\$ il y a un an, notamment en raison des températures légèrement plus froides, surtout en février. Sur les marchés hors Québec, les exportations nettes d'électricité ont augmenté de 53 M\$ ou 1,8 TWh par rapport au trimestre correspondant de 2020. Elles ont atteint 10,5 TWh, un sommet historique pour un trimestre.

Parce que l'espoir et l'action sont de puissants moteurs de changement, nous avons décidé de démarrer, en pleine pandémie, un grand projet que nous souhaitons mobilisateur pour l'ensemble des Québécoises et Québécois afin d'assurer l'avenir énergétique du Québec.

Nous avons lancé en avril **Énergie en commun**, une vaste campagne qui vise à établir une dynamique de dialogue inédite entre Hydro-Québec et la population québécoise.

Pour recueillir, analyser et développer les idées, les aspirations et les attentes de tous en matière d'énergie, nous avons créé le site Web ÉnergieEnCommun.ca. Les propositions que nous recevrons inspireront et orienteront des projets liés à nos activités et nous amèneront

à contribuer à la concrétisation des idées les plus prometteuses. Nous agissons comme un catalyseur de projets que nous imaginerons et mettrons en valeur tous ensemble.

Cette démarche citoyenne s'articule autour de trois importants chantiers :

- l'**économie verte**, pour placer l'environnement et la prospérité au cœur de nos priorités ;
- la **mobilité durable**, pour accélérer l'électrification des transports individuels, collectifs et de marchandises ;
- la **consommation responsable**, pour réinventer la façon dont notre société consomme l'énergie.

La mise en commun des énergies de tous et chacun insufflera un élan fort à une transition énergétique que nous souhaitons porteuse à la fois d'un réel essor économique pour le Québec et d'une réduction des émissions de GES. Et nous voulons y parvenir au plus bas coût possible, en conformité avec notre vision du développement durable.

Notre histoire montre que nous pouvons créer demain ce qui hier encore nous semblait impossible. Dès maintenant, donnons-nous – ensemble – les moyens de passer du rêve à la réalité. Faites-nous part de vos suggestions sans tarder sur le site Web ÉnergieEnCommun.ca.

Sophie Brochu

Page précédente :

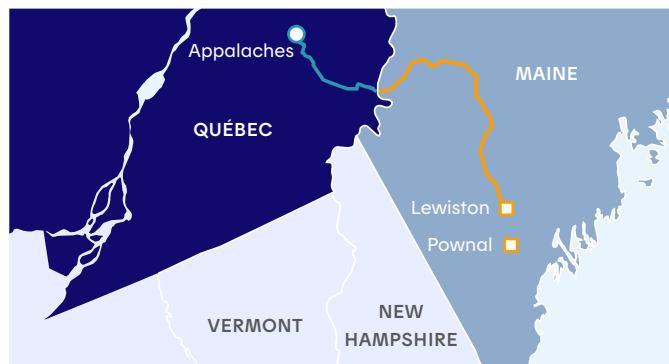
Mise en eau du réservoir de la Romaine 4.

La construction du barrage est maintenant achevée et le bétonnage se poursuit à la centrale, dont la mise en service a été reportée à 2022 en raison de la pandémie.

NOS ACTIONS DU TRIMESTRE EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Environnement

Stratégie 9 – Travailler à la décarbonation de l'ensemble de nos activités et de nos marchés



Un projet qui s'inscrit dans la transition énergétique régionale

La capacité de stockage de nos immenses réservoirs ainsi que notre énergie verte, renouvelable, abondante et compétitive font de nous un acteur important de la transition énergétique en cours. En fait, c'est notre réponse à l'appel d'offres qui a été lancé par le Massachusetts en vue de «verdir» l'électricité consommée sur son territoire et que nous avons remporté en 2018.

Ce contrat de vente d'énergie au Massachusetts – 9,45 TWh par année sur 20 ans – nous aidera à réaliser notre ambition de devenir la batterie du nord-est de l'Amérique du Nord. Sa concrétisation nécessite la réalisation de deux projets complémentaires, soit la ligne de transport New England Clean Energy Connect (NECEC), aux États-Unis, et la ligne d'interconnexion des Appalaches-Maine, au Québec.

La ligne NECEC a obtenu toutes les autorisations réglementaires nécessaires et notre partenaire Central Maine Power a démarré le projet, érigeant un premier pylône en février dernier. Cette ligne de transport acheminera notre énergie jusqu'au Massachusetts en traversant le Maine et livrera de l'électricité à cet État au passage. En remplaçant de l'énergie de sources polluantes en Nouvelle-Angleterre, l'électricité propre du Québec permettra d'éviter l'équivalent des émissions de gaz à effet de serre (GES) de plus de 700 000 voitures par année. Il s'agit d'une étape importante dans la lutte contre les changements climatiques en Nouvelle-Angleterre.

Tout récemment, le gouvernement du Québec a donné le feu vert au projet de la ligne d'interconnexion des Appalaches-Maine. Cette autorisation conclut un processus d'évaluation environnementale qui s'est étendu sur 20 mois ainsi qu'un travail de collaboration soutenu entre Hydro-Québec et les collectivités concernées.

Communauté

Stratégie 7 – Créer davantage de valeur durable dans les communautés



Un engagement ferme envers les entreprises d'économie sociale

Afin d'acheter davantage de biens et de services auprès d'entreprises d'économie sociale et de créer de la valeur durable dans les communautés, Hydro-Québec a signé, en mars dernier, une lettre d'engagement dans le cadre de l'initiative L'économie sociale, j'achète! du Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM).

Les entreprises d'économie sociale vendent des biens ou des services et ont une mission sociale. Il s'agit de coopératives, d'entreprises d'insertion et d'entreprises adaptées. Leurs activités soutiennent, entre autres, la création d'emplois, la lutte contre la pauvreté, l'inclusion sociale, la persévérance scolaire, l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que l'intégration des personnes immigrantes.

Nous sommes conscients que les entreprises d'économie sociale contribuent au dynamisme de la région montréalaise et nous visons à accroître nos achats auprès de telles entreprises. Nous devons toutefois nous assurer de le faire dans le respect des lois, des règlements et des directives établis en matière d'approvisionnement.

Hydro-Québec fait déjà affaire avec plusieurs de ces entreprises à l'échelle de la province, dont Témabex (entretien ménager) à Rouyn-Noranda, le Groupe RCM (collecte de matières résiduelles) à Trois-Rivières et Services Industriels RC (confection de sacs utilitaires et d'étuis à outils) à Rimouski.

Communauté

Stratégie 8 – Favoriser l'inclusion des autochtones et les encourager à contribuer au développement de l'entreprise



Un contrat d'achat d'énergie éolienne aux multiples retombées

En février, Hydro-Québec a signé un contrat d'une durée de 30 ans avec l'exploitant du parc éolien Apuiat en vue d'acheter, à un prix d'environ 6 ¢/kWh, l'électricité que produira cette installation. Il s'agit du coût par kWh le plus compétitif de tous les contrats d'énergie éolienne du Québec. Ce projet marque une étape importante dans nos relations avec les communautés innues et témoigne de notre volonté d'être à l'écoute des ambitions des autochtones du Québec.

Le parc éolien, d'une puissance installée d'environ 200 MW, sera construit sur le territoire traditionnel (*nitassinan*) de la Première Nation de Uashat mak Mani-Utenam et sur les terres publiques de la ville de Port-Cartier ainsi que sur le territoire non organisé de Lac-Walker, dans la MRC de Sept-Rivières. L'investissement total s'élève à près de 600 M\$. Les communautés innues et Boralex sont partenaires à parts égales.

Le projet engendra des retombées importantes dans la région : 50 % des revenus seront versés aux communautés innues en leur qualité de partenaires durant 30 ans. Il permettra aussi de créer environ 300 emplois pour réaliser les travaux de construction ainsi que 10 postes permanents pour assurer l'exploitation du parc.

Gouvernance

Stratégie 4 – Offrir un milieu de travail inclusif, qui reflète la diversité de la population québécoise, et mobiliser notre personnel autour du développement durable



Vers un effectif hydro-québécois plus diversifié et plus inclusif

Hydro-Québec estime essentiel que la composition de son personnel reflète la diversité de la population québécoise et favorise une culture d'inclusion, source d'énergie collective.

Pour sensibiliser le personnel aux valeurs d'équité, de diversité et d'inclusion, la haute direction d'Hydro-Québec a modifié la structure de l'entreprise au cours du premier trimestre afin de mettre l'accent sur ces valeurs pour qu'elles deviennent bien ancrées dans la culture hydro-québécoise. C'est ainsi que le groupe – Talents, culture et évolution a vu le jour. Il lui incombera de faire part au Comité de direction, aux fins d'examen, des progrès accomplis à l'égard de ces trois éléments.

Dans la foulée de ce changement organisationnel, un membre du Comité de direction a été affecté à chacun des cinq groupes sous-représentés à Hydro-Québec : femmes ; communautés ethnoculturelles ; personnes handicapées ; autochtones ; diversité sexuelle. En plus de rendre compte des avancées et des enjeux pour leur groupe respectif, les membres désignés joueront un rôle d'accélérateurs auprès de leurs collègues du comité et représenteront l'entreprise dans le cadre de différents événements et sur diverses tribunes. Ils pourront, de leur côté, compter sur la collaboration des porte-parole de chacun de ces groupes.

Pour améliorer nos actions au quotidien et faire en sorte que tous les membres du personnel participent à cet élan d'ouverture, nous avons créé un nouveau poste et recrutons actuellement une personne qui se consacrera à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie sur la diversité au sein de l'entreprise. Cette cheffe ou ce chef agira à titre d'expert principal en équité, diversité et inclusion.

RÉSULTATS FINANCIERS DU PREMIER TRIMESTRE 2021

Analyse par la direction

Sommaire des résultats

Au premier trimestre de 2021, Hydro-Québec a inscrit un **bénéfice net** de 1 641 M\$, comparativement aux 1 525 M\$ enregistrés à la même période l'an dernier. Cette hausse de 116 M\$ s'explique par deux principaux facteurs.

Sur les marchés hors Québec, les exportations nettes d'électricité ont progressé de 53 M\$ ou 1,8 TWh par rapport au trimestre correspondant de 2020. Elles ont atteint 10,5 TWh, soit un sommet historique pour un trimestre.

Les frais financiers ont quant à eux diminué de 62 M\$. Cette baisse résulte principalement de l'échéance de certaines dettes qui portaient intérêt à taux élevé et de l'émission de nouvelles dettes à taux d'intérêt beaucoup plus faible, compte tenu des conditions de marché favorables.

Résultats consolidés

Les **produits** ont totalisé 4 447 M\$, contre 4 371 M\$ au premier trimestre de 2020.

Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 4 406 M\$, comparativement à 4 287 M\$ à la même période l'an dernier. Cette augmentation découle d'une hausse de 119 M\$ des ventes d'électricité. Au Québec, celles-ci se sont accrues de 17 M\$ par rapport aux 3 826 M\$ inscrits un an plus tôt pour s'établir à 3 843 M\$, notamment en raison des températures légèrement plus froides de l'hiver 2021, surtout en février. La progression des ventes a toutefois été atténuée par un recul de la demande de base résultant d'une combinaison de trois éléments. Dans le secteur résidentiel, la demande a augmenté, compte tenu, entre autres, de la poursuite généralisée du télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19. En revanche, la pandémie a conduit à une baisse de la consommation dans le secteur commercial, institutionnel et petits industriels, par suite de la fermeture d'un grand nombre d'entreprises pendant plusieurs semaines à l'hiver. S'ajoute à cela le fait que l'année bissextile 2020 avait comporté une journée additionnelle de ventes, ce qui a entraîné un écart défavorable pour toutes les catégories de clients. Quant aux produits des ventes d'électricité sur les marchés hors Québec, ils se sont chiffrés à 529 M\$, soit 102 M\$ de plus qu'au premier trimestre de 2020.

Les produits des autres activités ont diminué de 43 M\$. Ce fléchissement tient à l'incidence des instruments dérivés liés aux activités d'exportation d'électricité, qui a été moins favorable en 2021 qu'en 2020.

Les **charges totales** ont atteint 2 197 M\$, soit un montant comparable aux 2 175 M\$ enregistrés à la période correspondante de l'an dernier.

Les **frais financiers** ont totalisé 609 M\$, en baisse de 62 M\$ par rapport aux 671 M\$ comptabilisés un an plus tôt.

Résultats sectoriels

En début d'année, Hydro-Québec a fait évoluer sa structure organisationnelle en remplaçant les divisions et vice-présidences par des groupes. Ainsi, à la suite d'ajustements entrés en vigueur le 22 février 2021, l'entreprise compte désormais onze groupes, dont les suivants :

- Innovation, production, santé, sécurité et environnement ;
- TransÉnergie et équipement ;
- Distribution, approvisionnement et services partagés.

Cette restructuration n'a pas eu d'impact sur les différents secteurs d'activité de l'entreprise ou sur la présentation des informations sectorielles dans les états financiers consolidés. Hydro-Québec continue donc d'exercer ses principales activités dans quatre secteurs d'exploitation isolables, soit Production, Transport, Distribution et Construction, les autres activités étant regroupées sous la rubrique Activités corporatives et autres.

Production

Le bénéfice net du secteur Production (ci-après, le «Producteur») s'est établi à 1 016 M\$, en hausse de 107 M\$ comparativement aux 909 M\$ enregistrés au premier trimestre de 2020. Les exportations nettes d'électricité se sont accrues de 53 M\$ par rapport à l'an dernier, essentiellement sous l'effet d'une augmentation de volume de 1,8 TWh qui a conduit à l'atteinte d'un nouveau record trimestriel de 10,5 TWh. Les approvisionnements en électricité fournis au secteur Distribution ont quant à eux progressé de 33 M\$.

Transport

Le bénéfice net du secteur Transport (ci-après, le « Transporteur ») s'est chiffré à 183 M\$, soit un montant comparable aux 172 M\$ inscrits un an plus tôt.

Distribution

Le secteur Distribution (ci-après, le « Distributeur ») a enregistré un bénéfice net de 487 M\$, contre 521 M\$ à la même période de 2020. Les ventes d'électricité au Québec ont progressé de 17 M\$ du fait, entre autres, de l'incidence positive des températures. Par ailleurs, les achats d'électricité et les coûts de transport afférents se sont accrus de 58 M\$. Plus précisément, les approvisionnements auprès du Producteur ont augmenté de 33 M\$ et les achats d'électricité auprès de tiers, de 26 M\$, en raison notamment d'une hausse des achats d'énergie éolienne découlant de la production plus élevée des installations éoliennes sous contrat.

Construction

Le secteur Construction regroupe les activités liées à la conception et à la réalisation de projets de construction et de réfection d'équipements de production et de transport d'électricité. Le volume d'activité de ce secteur a totalisé 452 M\$, comparativement à 497 M\$ au premier trimestre de 2020.

Investissements

Au cours des trois premiers mois de 2021, Hydro-Québec a consacré 717 M\$ à ses investissements en immobilisations corporelles et en actifs incorporels, contre 738 M\$ à la même période de 2020.

Le Producteur a alloué une partie importante de ses investissements à l'avancement des travaux sur le chantier de l'aménagement de la Romaine-4, en Minganie. Parallèlement, il a continué d'investir dans ses installations pour en assurer la pérennité et en optimiser le rendement. Mentionnons à cet égard les travaux en cours aux centrales Robert-Bourassa, de Rapide-Blanc, de Carillon et de Beauharnois. Dans le contexte de la transition énergétique, le Producteur a également poursuivi la construction de deux centrales solaires photovoltaïques en Montérégie.

Le Transporteur a affecté une partie de ses investissements à la construction de postes et de lignes de transport. Il a également réalisé des travaux de mise à niveau et de modernisation afin d'assurer la pérennité et la fiabilité de ses actifs et de maintenir la qualité du service. Citons à cet égard le projet de ligne à 735 kV Micoua-Saguenay, les projets de remplacement des systèmes de conduite du réseau de transport et des automatismes de réseau, de même que la poursuite des activités qui s'inscrivent dans le plan de développement de l'architecture du réseau à 315 kV de l'île de Montréal. De plus, le Transporteur a continué d'investir dans le déploiement d'une ligne à 320 kV à courant continu dans les régions de la Chaudière-Appalaches et de l'Estrie, en vue de la mise en place d'une nouvelle interconnexion de 1 200 MW entre le Québec et le réseau de la Nouvelle-Angleterre.

Quant au Distributeur, il a poursuivi ses investissements visant à mieux répondre aux besoins de la clientèle, dont le raccordement au réseau principal du village de La Romaine et de la communauté innue d'Unamen Shipu, qui sont situés en Basse-Côte-Nord et actuellement desservis par un réseau autonome, ainsi que la construction d'une nouvelle centrale pour alimenter le village inuit de Tasiujaq, dans le Nord-du-Québec. Il mène également des travaux ayant pour but de maintenir et d'améliorer la qualité de ses installations, comme le remplacement du système de conduite du réseau de distribution.

Financement

Au cours du premier trimestre, Hydro-Québec a réalisé deux émissions d'obligations à taux fixe sur le marché canadien des capitaux, à un coût moyen de 2,52 %. Ces obligations arriveront à échéance en 2060. Les émissions ont permis de réunir 0,9 G\$.

Les fonds recueillis ont servi à soutenir une partie du programme d'investissement et à rembourser des dettes plus coûteuses arrivant à échéance.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(NON AUDITÉS)

États consolidés des résultats

En millions de dollars canadiens (non audités)	Notes	Trois mois terminés les 31 mars	
		2021	2020
Produits	11	4 447	4 371
Charges			
Exploitation		768	738
Autres composantes du coût des avantages sociaux futurs	8	(186)	(124)
Achats d'électricité		631	594
Amortissement	4	652	647
Taxes		332	320
		2 197	2 175
Bénéfice avant frais financiers		2 250	2 196
Frais financiers	5	609	671
Bénéfice net		1 641	1 525

États consolidés du résultat étendu

En millions de dollars canadiens (non audités)	Notes	Trois mois terminés les 31 mars	
		2021	2020
Bénéfice net		1 641	1 525
Autres éléments du résultat étendu	9		
Variation nette des éléments désignés comme couvertures de flux de trésorerie	6	241	158
Variation nette des avantages sociaux futurs		37	31
Autres		(9)	4
		269	193
Résultat étendu		1 910	1 718

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilans consolidés

En millions de dollars canadiens (non audités)	Notes	Au 31 mars 2021	Au 31 décembre 2020
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 475	1 467
Placements temporaires		707	304
Clients et autres débiteurs		3 222	2 313
Instruments dérivés	6	124	147
Actif réglementaire		121	123
Matériaux et fournitures		333	316
		6 982	4 670
Immobilisations corporelles		66 977	66 900
Actifs incorporels		1 074	1 053
Placements		1 705	1 717
Instruments dérivés	6	52	11
Actifs réglementaires		5 600	5 700
Autres actifs		842	844
		83 232	80 895
PASSIF			
Passif à court terme			
Emprunts		3 389	–
Créditeurs et charges à payer		2 022	2 080
Dividende à payer		–	1 727
Intérêts courus		486	933
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations		79	84
Instruments dérivés	6	11	14
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	6	2 046	1 900
		8 033	6 738
Dette à long terme	6	45 591	46 257
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations		867	838
Instruments dérivés	6	14	3
Passifs réglementaires		328	331
Autres passifs		4 915	5 150
Dette à perpétuité	6	252	256
		60 000	59 573
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions		4 374	4 374
Bénéfices non répartis		21 699	20 058
Cumul des autres éléments du résultat étendu	9	(2 841)	(3 110)
		23 232	21 322
		83 232	80 895
Éventualités	10		

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration,

/s/ Geneviève Brouillette
Présidente du Comité d'audit

/s/ Jacynthe Côté
Présidente du Conseil d'administration

États consolidés des variations des capitaux propres

En millions de dollars canadiens
(non audités)

Trois mois terminés
les 31 mars

	Note	Capital-actions	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020		4 374	20 058	(3 110)	21 322
Bénéfice net		–	1 641	–	1 641
Autres éléments du résultat étendu	9	–	–	269	269
Solde au 31 mars 2021		4 374	21 699	(2 841)	23 232
Solde au 31 décembre 2019		4 374	19 482	(2 408)	21 448
Bénéfice net		–	1 525	–	1 525
Autres éléments du résultat étendu	9	–	–	193	193
Solde au 31 mars 2020		4 374	21 007	(2 215)	23 166

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

En millions de dollars canadiens
(non audités)

Trois mois terminés
les 31 mars

	Notes	2021	2020
Activités d'exploitation			
Bénéfice net		1 641	1 525
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation			
Amortissement	4	652	647
Amortissement des primes, escomptes et frais d'émission relatifs aux titres d'emprunt		1	49
Déficit du coût net constaté par rapport aux sommes versées au titre des avantages sociaux futurs		(82)	(36)
Intérêts et autres	7	43	(186)
Actifs et passifs réglementaires		(14)	(9)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	7	(1 394)	(1 405)
		847	585
Activités d'investissement			
Ajouts aux immobilisations corporelles		(675)	(702)
Ajouts aux actifs incorporels		(42)	(36)
Acquisition d'un placement		–	(661)
Variation nette des placements temporaires et du fonds d'amortissement		(399)	(231)
Autres		2	–
		(1 114)	(1 630)
Activités de financement			
Émission de dette à long terme		1 066	1 278
Remboursement de dette à long terme		(1 079)	(190)
Encaissements découlant de la gestion du risque de crédit		549	2 252
Décaissements découlant de la gestion du risque de crédit		(908)	(1 255)
Variation nette des emprunts		3 418	3 209
Dividende versé		(1 727)	(2 192)
Autres		(38)	26
		1 281	3 128
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		(6)	54
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
		1 008	2 137
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période			
		1 467	1 115
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période			
		2 475	3 252
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie	7		

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (NON AUDITÉS)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2021 et 2020

Les montants indiqués dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Note 1 Mode de présentation

Les états financiers consolidés d'Hydro-Québec sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les « PCGR des États-Unis »).

Les présents états financiers consolidés trimestriels, y compris les présentes notes, ne contiennent pas toute l'information requise à l'égard d'états financiers consolidés annuels. Par conséquent, ils doivent être lus avec les états financiers consolidés et les notes afférentes publiés dans le *Rapport annuel 2020* d'Hydro-Québec.

Les conventions comptables utilisées dans la préparation des états financiers consolidés trimestriels sont conformes à celles qui sont présentées dans le *Rapport annuel 2020* d'Hydro-Québec.

La direction est d'avis que ces états financiers consolidés trimestriels donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée d'Hydro-Québec.

Les résultats trimestriels d'Hydro-Québec ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats de l'exercice en raison des variations saisonnières de la température. Compte

tenu de la demande d'électricité accrue durant les mois d'hiver, les produits des ventes d'électricité au Québec sont plus élevés au premier et au quatrième trimestres.

La direction a évalué les événements qui ont eu lieu jusqu'au 14 mai 2021, date d'approbation des présents états financiers consolidés trimestriels par le Conseil d'administration, afin de déterminer si les circonstances justifiaient la prise en compte d'événements postérieurs à la date du bilan.

Pandémie de COVID-19

La pandémie mondiale de COVID-19 a continué d'évoluer et d'avoir des impacts sur les activités d'Hydro-Québec, en raison de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire décrété par le gouvernement du Québec en 2020.

Elle n'a toutefois pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés trimestriels. À l'heure actuelle, il est impossible d'estimer de façon précise la durée et l'étendue de la crise sanitaire et l'ampleur du ralentissement économique afférent, ou les effets sur les activités et les résultats d'Hydro-Québec à court et à long terme.

Note 2 Modification de convention comptable

Norme publiée mais non encore adoptée

Instruments financiers

En juin 2016, le Financial Accounting Standards Board a publié l'Accounting Standards Update (l'« ASU ») 2016-13, *Financial Instruments—Credit Losses (Topic 326)*:

Measurement of Credit Losses on Financial Instruments. Cette ASU fournit de nouvelles directives quant à la dépréciation des actifs financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les résultats. Elle s'appliquera selon une approche rétrospective modifiée aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. Hydro-Québec examine actuellement l'incidence de cette ASU sur ses états financiers consolidés.

Note 3 Réglementation

Distribution

En vertu de la *Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité* (L.Q. 2019, c. 27), les tarifs de distribution d'électricité ont été indexés de 1,3 % au 1^{er} avril 2021, à l'exception du tarif L, qui a été indexé de 0,8 %.

Transport

Dans la décision D-2020-179 du 21 décembre 2020, la Régie de l'énergie du Québec (la « Régie ») a autorisé la reconduction provisoire, à compter du 1^{er} janvier 2021, des tarifs de transport d'électricité d'Hydro-Québec applicables en 2020. Ces tarifs ont été fixés par la décision D-2020-063 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Le rendement autorisé sur la base de tarification a été établi à 6,78 % et est fondé sur une structure de capital présumée comportant 30 % de capitaux propres. Les dossiers tarifaires 2021 et 2022 du Transporteur seront traités simultanément par la Régie.

Note 4 Amortissement

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Immobilisations corporelles	594	589
Actifs incorporels	25	25
Actifs et passifs réglementaires	21	27
Sorties d'immobilisations	12	6
	652	647

Note 5 Frais financiers

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Intérêts sur titres d'emprunt	597	686
Perte nette (gain net) de change	1	(2)
Frais de garantie relatifs aux titres d'emprunt ^a	57	54
	655	738
Moins		
Frais financiers capitalisés	39	45
Revenu net de placement	7	22
	46	67
	609	671

a) Les frais de garantie relatifs aux titres d'emprunt sont assortis d'un taux de 0,5 % et sont versés au gouvernement du Québec.

Note 6 Instruments financiers

Dans le cadre de ses activités, Hydro-Québec réalise des opérations qui l'exposent à certains risques financiers tels que les risques de marché, de liquidité et de crédit. Un suivi rigoureux et l'adoption de stratégies comprenant l'utilisation d'instruments dérivés réduisent l'exposition à ces risques et les impacts sur les résultats.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Hydro-Québec est exposée à trois principaux types de risque de marché, soit le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix lié à l'énergie et à l'aluminium. Ces trois types de risque font l'objet d'une gestion intégrée active qui vise à limiter l'exposition à chaque risque, de manière à réduire leur incidence globale sur les résultats.

Gestion des risques à long terme

Gestion des risques associés aux ventes en dollars américains

Risque de change – Hydro-Québec utilise des contrats à terme pour gérer le risque de change associé aux ventes probables en dollars américains et les désigne comme couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats de ces opérations de couverture est comptabilisée dans le poste Produits.

Gestion des risques associés à la dette

Risque de change et risque de taux d'intérêt – Hydro-Québec utilise des contrats à terme et des swaps de devises pour gérer le risque de change associé à la dette à long terme et à la dette à perpétuité ainsi que des contrats à terme et des swaps de taux d'intérêt pour modifier à long terme l'exposition au risque de taux d'intérêt. S'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie ou de couvertures de juste valeur, selon le risque couvert. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture de change et de taux d'intérêt de la dette est comptabilisée dans le poste Frais financiers.

Note 6 Instruments financiers (suite)

Le tableau suivant présente le montant notionnel, exprimé en dollars canadiens ou en devises, des contrats à terme et des swaps utilisés aux fins de la gestion des risques à long terme :

	Au 31 mars 2021 ^a	Au 31 décembre 2020 ^a
Contrats à terme		
Dollars canadiens	(2 000)	(2 000)
Dollars américains ^b	(542)	(542)
Swaps		
Dollars canadiens	(5 779)	(6 890)
Dollars américains	4 820	5 720

a) Les données entre parenthèses représentent des montants à déboursier.

b) Au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020, les contrats de vente et d'achat totalisaient respectivement 743 M\$ US et 201 M\$ US.

Gestion des risques à court terme

Risque de change – Hydro-Québec utilise des contrats à terme pour gérer son exposition au risque de change à court terme. S'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture du risque de change est comptabilisée dans les postes touchés par l'élément couvert, soit les postes Produits, Achats d'électricité ou Frais financiers. Dans ce contexte, Hydro-Québec a négocié des contrats de vente et d'achat de devises dont les positions ouvertes au 31 mars 2021 représentaient un montant notionnel de respectivement 833 M\$ US et 2 706 M\$ US (1 133 M\$ US au titre des contrats de vente et 8 M\$ US au titre des contrats d'achat au 31 décembre 2020).

Risque de taux d'intérêt – Hydro-Québec utilise des contrats à terme et des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque de taux d'intérêt à court terme. S'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture du risque de taux d'intérêt à court terme est comptabilisée dans

le poste touché par l'élément couvert, soit le poste Frais financiers.

Risque de prix – Hydro-Québec utilise principalement des contrats à terme et des swaps pour gérer le risque lié à la fluctuation des prix de l'énergie et de l'aluminium. S'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture du risque de prix lié à l'énergie et à l'aluminium est comptabilisée dans les postes touchés par l'élément couvert, soit les postes Produits ou Achats d'électricité. Dans ce contexte, Hydro-Québec a négocié des contrats à terme et des swaps d'électricité dont les positions ouvertes au 31 mars 2021 correspondaient à 22,8 TWh (22,4 TWh au 31 décembre 2020), des contrats à terme sur le gaz naturel dont les positions ouvertes au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020 représentaient 1,5 million de MMBtu, des swaps de produits pétroliers dont les positions ouvertes au 31 mars 2021 s'élevaient à 62 millions de litres (62,7 millions de litres au 31 décembre 2020) ainsi que des swaps d'aluminium dont les positions ouvertes au 31 mars 2021 totalisaient 337 850 tonnes (262 750 tonnes au 31 décembre 2020).

Note 6 Instruments financiers (suite)

Juste valeur

Juste valeur des instruments dérivés

Les tableaux suivants présentent la juste valeur des instruments dérivés, exclusion faite de l'incidence de la compensation, selon leur nature et selon qu'ils sont désignés comme couvertures de juste valeur ou de flux de trésorerie, ou qu'ils ne sont pas désignés comme couvertures :

	Au 31 mars 2021			
	Dérivés désignés comme couvertures de juste valeur	Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	Dérivés non désignés comme couvertures ^a	Montants bruts des dérivés comptabilisés ^b
Actif				
Contrats – Risque de change	–	921	6	927
Contrats – Risque de taux d'intérêt	383	208	–	591
Contrats – Risque de prix	–	62	66	128
	383	1 191	72	1 646
Passif				
Contrats – Risque de change	–	(168)	(139)	(307)
Contrats – Risque de taux d'intérêt	–	(18)	–	(18)
Contrats – Risque de prix	–	(104)	(15)	(119)
	–	(290)	(154)	(444)
Total	383	901	(82)	1 202

	Au 31 décembre 2020			
	Dérivés désignés comme couvertures de juste valeur	Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	Dérivés non désignés comme couvertures ^a	Montants bruts des dérivés comptabilisés ^b
Actif				
Contrats – Risque de change	–	1 157	6	1 163
Contrats – Risque de taux d'intérêt	569	3	–	572
Contrats – Risque de prix	–	105	55	160
	569	1 265	61	1 895
Passif				
Contrats – Risque de change	–	(150)	(214)	(364)
Contrats – Risque de taux d'intérêt	–	(43)	–	(43)
Contrats – Risque de prix	–	(46)	(14)	(60)
	–	(239)	(228)	(467)
Total	569	1 026	(167)	1 428

- a) Ces instruments dérivés sont principalement transigés dans le cadre de la gestion des risques d'Hydro-Québec. Au 31 mars 2021, (104) M\$ étaient en contrepartie de sommes reçues ou déboursées [(173) M\$ au 31 décembre 2020] en vertu d'ententes visant à limiter la valeur de marché des principaux portefeuilles d'instruments dérivés. Ces ententes découlent des encadrements qu'applique Hydro-Québec dans le but de réduire son exposition au risque de crédit et de limiter la concentration des risques.
- b) Les évaluations à la juste valeur des instruments dérivés sont classées au niveau 2. Ces évaluations sont obtenues par actualisation des flux de trésorerie futurs, qui sont estimés à partir des taux au comptant ou à terme ou des prix à terme (taux de change, taux d'intérêt, prix de l'énergie ou de l'aluminium) en vigueur à la date du bilan et qui tiennent compte de l'évaluation du risque de crédit. Les techniques d'évaluation utilisées font appel à des données de marché observables.

Note 6 Instruments financiers (suite)

Le tableau suivant présente l'incidence de la compensation sur les instruments dérivés :

	Au 31 mars 2021				Au 31 décembre 2020			
	Montants bruts des dérivés comptabilisés	Montants bruts compensés ^a	Trésorerie (reçue) versée en garantie ^b	Montants nets présentés dans le bilan	Montants bruts des dérivés comptabilisés	Montants bruts compensés ^a	Trésorerie (reçue) versée en garantie ^b	Montants nets présentés dans le bilan
Actif								
Court terme	540	(150)	(266)	124	429	(132)	(150)	147
Long terme	1 106	(242)	(812)	52	1 466	(300)	(1 155)	11
	1 646	(392)	(1 078)	176	1 895	(432)	(1 305)	158
Passif								
Court terme	(282)	244	27	(11)	(314)	282	18	(14)
Long terme	(162)	148	–	(14)	(153)	150	–	(3)
	(444)	392	27	(25)	(467)	432	18	(17)
Total	1 202	–	(1 051)	151	1 428	–	(1 287)	141

a) Les montants bruts des dérivés compensés sont liés à des contrats transigés conformément aux directives de l'International Swaps and Derivatives Association (l'« ISDA ») et constituant des conventions-cadres de compensation exécutoires. Ces conventions-cadres s'appliquent à tous les contrats d'instruments dérivés négociés de gré à gré.

b) Les montants de trésorerie compensés représentent des montants reçus ou versés en vertu d'ententes d'échange de garanties signées conformément aux directives de l'ISDA.

Par ailleurs, bien que certains dérivés ne puissent être compensés en raison de l'absence d'une convention-cadre de compensation exécutoire, des montants peuvent être reçus d'agents de compensation ou versés à de tels agents dans le cadre d'appels de marge, en fonction de la juste valeur des

instruments en cause. Au 31 mars 2021, 63 M\$ à payer en contrepartie d'encaissements nets étaient intégrés dans le poste Crédeurs et charges à payer (137 M\$ au 31 décembre 2020).

Note 6 Instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent l'incidence des instruments dérivés sur les résultats et les autres éléments du résultat étendu. Il est à noter que la majorité des instruments dérivés négociés sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie ou de juste valeur et ont donc pour effet de réduire la volatilité des résultats. Les instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme couvertures, mais qui assurent néanmoins une couverture économique de positions inverses à risque, permettent aussi de réduire la volatilité des résultats. La sensibilité des résultats se limite ainsi à l'exposition nette aux risques ne faisant pas l'objet de couvertures.

	Trois mois terminés le 31 mars 2021			
	Pertes (gains) sur dérivés désignés comme couvertures de juste valeur	Pertes (gains) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		Pertes (gains) sur dérivés non désignés comme couvertures
	Comptabilisés dans les résultats	Comptabilisés dans les Autres éléments du résultat étendu	Reclassés des Autres éléments du résultat étendu aux résultats	Comptabilisés dans les résultats
Contrats – Risque de change	–	89	38 ^a	32
Contrats – Risque de taux d'intérêt	166	(386)	3 ^b	–
Contrats – Risque de prix	–	141	44 ^c	(7)
	166^{b, d}	(156)	85^d	25^{d, e}
Incidence sur les résultats des éléments couverts	(162)		(85)	(33)

	Trois mois terminés le 31 mars 2020			
	Pertes (gains) sur dérivés désignés comme couvertures de juste valeur	Pertes (gains) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		Pertes (gains) sur dérivés non désignés comme couvertures
	Comptabilisés dans les résultats	Comptabilisés dans les Autres éléments du résultat étendu	Reclassés des Autres éléments du résultat étendu aux résultats	Comptabilisés dans les résultats
Contrats – Risque de change	–	(862)	(650) ^a	(209)
Contrats – Risque de taux d'intérêt	(210)	219	2 ^b	14
Contrats – Risque de prix	–	(317)	(154) ^c	(34)
	(210)^{b, d}	(960)	(802)^d	(229)^{d, e}
Incidence sur les résultats des éléments couverts	211		804	216

a) En 2021, (38) M\$ ont été comptabilisés dans le poste Produits (2 M\$ en 2020) et 76 M\$, dans le poste Frais financiers [(652) M\$ en 2020].

b) Ces montants ont été comptabilisés dans le poste Frais financiers.

c) En 2021, 41 M\$ ont été comptabilisés dans le poste Produits [(154) M\$ en 2020] et 3 M\$, dans le poste Achats d'électricité (néant en 2020).

d) En 2021, les postes Produits, Achats d'électricité et Frais financiers ont respectivement totalisé 4 447 M\$, 631 M\$ et 609 M\$ (4 371 M\$, 594 M\$ et 671 M\$ en 2020).

e) Ces instruments sont essentiellement liés à des transactions réalisées dans le cadre de la gestion intégrée des risques. Leur incidence sur les résultats est comptabilisée dans les postes touchés par le risque géré. Ainsi, en 2021, (1) M\$ a été comptabilisé dans le poste Produits [(37) M\$ en 2020], tandis que (6) M\$ ont été comptabilisés dans le poste Achats d'électricité (8 M\$ en 2020) et 32 M\$, dans le poste Frais financiers [(200) M\$ en 2020].

Note 6 Instruments financiers (suite)

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2021, Hydro-Québec n'a reclassé aucun montant du Cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats à la suite de l'abandon de couvertures de flux de trésorerie (perte nette de 2 M\$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020).

Au 31 mars 2021, Hydro-Québec estimait à 85 M\$ le montant net des gains compris dans le Cumul des autres éléments du

résultat étendu qui seraient reclassés dans les résultats au cours des douze mois suivants (153 M\$ au 31 mars 2020).

Au 31 mars 2021, la durée maximale pour laquelle Hydro-Québec couvrirait son exposition aux variations des flux de trésorerie liées aux opérations futures était de neuf ans (trois ans au 31 mars 2020).

Juste valeur des autres instruments financiers

Les évaluations à la juste valeur des autres instruments financiers sont classées au niveau 2. La juste valeur est obtenue par actualisation des flux de trésorerie futurs, selon les taux observés à la date du bilan pour des instruments similaires négociés sur les marchés financiers.

La juste valeur des équivalents de trésorerie, des débiteurs – clients, des autres débiteurs et des passifs financiers se rapproche de leur valeur comptable en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers, sauf dans le cas des éléments présentés dans le tableau suivant :

	Au 31 mars 2021		Au 31 décembre 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actif				
Fonds d'amortissement	600	634	600	657
Passif				
Dette à long terme ^a	(47 637) ^b	(61 579)	(48 157) ^b	(70 432)
Dette à perpétuité	(252)	(287)	(256)	(293)

a) Y compris la tranche échéant à moins d'un an.

b) Y compris un montant de 1 996 M\$ au 31 mars 2021 (1 997 M\$ au 31 décembre 2020) associé à des dettes faisant l'objet d'une couverture de juste valeur, ce qui a donné lieu à un ajustement lié au risque couvert de 368 M\$ (532 M\$ au 31 décembre 2020) pour les relations de couverture existantes et de (76) M\$ [(78) M\$ au 31 décembre 2020] pour les relations auxquelles Hydro-Québec a mis fin.

Clients et autres débiteurs

Au 31 mars 2021, les clients et autres débiteurs comprenaient 2 441 M\$ (1 944 M\$ au 31 décembre 2020) provenant de contrats conclus avec des clients, dont 1 176 M\$ (1 244 M\$ au 31 décembre 2020) au titre de l'électricité livrée mais non facturée.

Note 7 Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Clients et autres débiteurs	(900)	(493)
Matériaux et fournitures	(17)	1
Créditeurs et charges à payer	(14)	(483)
Intérêts courus	(463)	(430)
	(1 394)	(1 405)
Activités sans effet sur la trésorerie		
Augmentation des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	11	11
Intérêts payés^a	958	1 099

a) Y compris les intérêts payés au moment du remboursement d'obligations à coupon zéro, qui ont totalisé 4 M\$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2021 (149 M\$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020). Ces intérêts sont présentés dans le poste Intérêts et autres sous la rubrique Activités d'exploitation des états consolidés des flux de trésorerie.

Note 8 Avantages sociaux futurs

	Trois mois terminés les 31 mars					
	Régime de retraite		Autres régimes		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Coût des services rendus	176	153	14	13	190	166
Autres composantes du coût des avantages sociaux futurs						
Intérêts sur les obligations	170	212	11	13	181	225
Rendement prévu des actifs	(463)	(429)	(1)	(1)	(464)	(430)
Amortissement de la perte actuarielle nette	86	72	10	8	96	80
Amortissement du coût des (crédit pour les) services passés	2	2	(1)	(1)	1	1
	(205)	(143)	19	19	(186)	(124)
(Crédit) coût net constaté	(29)	10	33	32	4	42

Note 9 Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Trois mois terminés le 31 mars 2021			
	Couvertures de flux de trésorerie	Avantages sociaux futurs	Autres	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde au 31 décembre 2020	(162)	(2 940)	(8)	(3 110)
Autres éléments du résultat étendu avant reclassements	156	–	(9)	147
Montants reclassés hors du Cumul des autres éléments du résultat étendu	85	37	–	122
Autres éléments du résultat étendu	241	37 ^a	(9)	269
Solde au 31 mars 2021	79	(2 903)	(17)	(2 841)

	Trois mois terminés le 31 mars 2020			
	Couvertures de flux de trésorerie	Avantages sociaux futurs	Autres	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde au 31 décembre 2019	67	(2 476)	1	(2 408)
Autres éléments du résultat étendu avant reclassements	960	–	4	964
Montants reclassés hors du Cumul des autres éléments du résultat étendu	(802)	31	–	(771)
Autres éléments du résultat étendu	158	31 ^a	4	193
Solde au 31 mars 2020	225	(2 445)	5	(2 215)

a) Les Autres éléments du résultat étendu comprennent la variation de l'actif réglementaire au titre des avantages sociaux futurs, qui était de (60) M\$ au 31 mars 2021 [(50) M\$ au 31 mars 2020].

Note 10 Éventualités

Garanties

En vertu des modalités précisées dans le cadre de l'émission de certains titres d'emprunt à l'extérieur du Canada, Hydro-Québec s'est engagée à majorer le montant des intérêts payés à des non-résidents si des changements sont apportés aux lois fiscales canadiennes à l'égard de l'impôt sur le revenu de personnes non résidentes. Hydro-Québec n'est pas en mesure d'estimer le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser au titre de ces garanties. Si un tel montant devenait exigible, elle aurait l'option de rembourser la plupart des titres en question. Au 31 mars 2021, le coût amorti des dettes à long terme visées était de 2 831 M\$ (2 843 M\$ au 31 décembre 2020).

Litiges

Dans le cours normal de ses activités de développement et d'exploitation, Hydro-Québec est parfois partie à des réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée à l'égard de ces litiges. Par conséquent, elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante de tels passifs éventuels sur la situation financière ni sur les résultats consolidés d'Hydro-Québec.

Entre autres actions en cours, certaines communautés autochtones ont intenté, devant les tribunaux du Québec, des

recours contre les gouvernements du Canada et du Québec et contre Hydro-Québec fondés sur des revendications de droits ancestraux. Notamment, les Innus de Uashat mak Mani-Utenam réclament une somme de 1,5 G\$ à titre de dédommagement par suite de diverses activités menées sur le territoire qu'ils revendiquent. De plus, en novembre 2006, les Innus de Pessamit ont réactivé un recours introduit en 1998 et visant notamment la reconnaissance de droits ancestraux rattachés à des terres du Québec où sont situées certaines installations de production hydroélectrique du complexe Manic-Outardes. Cette communauté réclame une somme de 500 M\$. Hydro-Québec conteste le bien-fondé de ces recours.

Par ailleurs, en octobre 2020, Innu Nation Inc. a intenté, devant les tribunaux de Terre-Neuve-et-Labrador, une action en dommages-intérêts contre la Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited [la « CF(L)Co »] et Hydro-Québec dans laquelle elle prétend que la construction et l'exploitation du complexe hydroélectrique des Churchill Falls, au Labrador, dont CF(L)Co est le propriétaire-exploitant, seraient le fruit d'une entreprise commune de CF(L)Co et d'Hydro-Québec et porteraient atteinte aux droits ancestraux des Innus du Labrador. Innu Nation Inc. réclame de CF(L)Co et d'Hydro-Québec le remboursement des profits qu'elles ont réalisés grâce à ce complexe ou, à défaut, une compensation monétaire de 4 G\$ en ce qui concerne Hydro-Québec. Hydro-Québec conteste le bien-fondé de cette action.

Note 11 Informations sectorielles

Les tableaux suivants présentent de l'information sur les résultats et l'actif par secteurs :

	Trois mois terminés le 31 mars 2021					
	Production	Transport	Distribution	Construction	Activités corporatives et autres	Total
Produits						
Clients externes	555	23	3 860	3	6	4 447 ^a
Clients intersectoriels	1 640	879	21	449	(2 989) ^b	–
Bénéfice net (perte nette)	1 016	183	487	2	(47)	1 641
Actif total au 31 mars 2021	33 661	24 318	14 707	50	10 496	83 232

	Trois mois terminés le 31 mars 2020					
	Production	Transport	Distribution	Construction	Activités corporatives et autres	Total
Produits						
Clients externes	494	49	3 855	1	(28)	4 371 ^a
Clients intersectoriels	1 606	866	20	496	(2 988) ^b	–
Bénéfice net (perte nette)	909	172	521	–	(77)	1 525
Actif total au 31 mars 2020	33 733	23 957	14 285	37	10 437	82 449

a) Y compris 41 M\$ ne provenant pas de contrats conclus avec des clients (84 M\$ en 2020).

b) Y compris des éliminations intersectorielles de (3 522) M\$ [(3 459) M\$ en 2020].

Note 12 Données comparatives

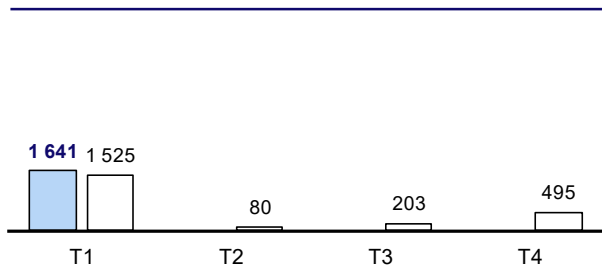
Certaines données de la période correspondante de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation de la période courante.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS CONSOLIDÉS (NON AUDITÉS)

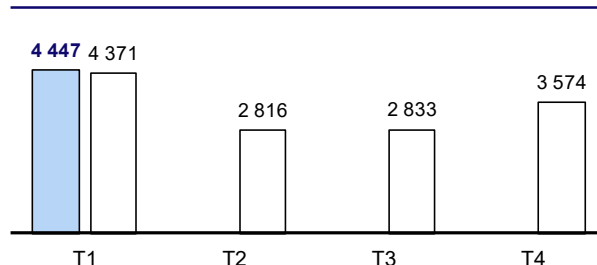
Les montants indiqués dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens.

	Trois mois terminés les 31 mars		
Sommaire des résultats	2021	2020	Variation (%)
Produits	4 447	4 371	1,7 ↑
Charges	2 197	2 175	1,0 ↑
Frais financiers	609	671	9,2 ↓
Bénéfice net	1 641	1 525	7,6 ↑

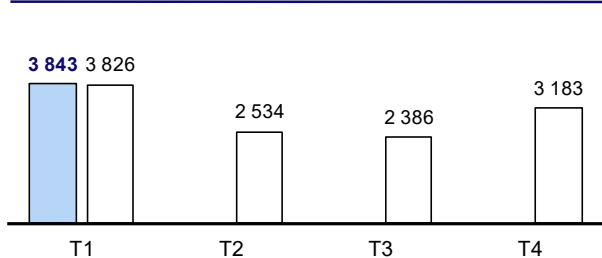
Bénéfice net



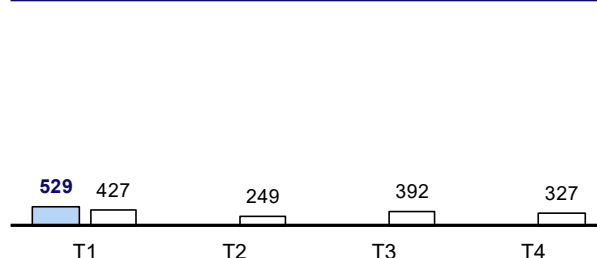
Produits



Produits des ventes d'électricité au Québec



Produits des ventes d'électricité hors Québec



■ 2021 □ 2020